J’ai vigoureusement critiqué le président de la République et le gouvernement français pour leur attitude lorsque les peuples de Tunisie et d’Egypte se sont levés pour dire leur volonté de vivre en liberté et en démocratie.
Aujourd’hui, j’exprime mon accord avec les initiatives prises par les autorités françaises par rapport à la Libye.
Il est en effet – il serait – inacceptable que la communauté internationale laisse sans réagir un homme massacrer un peuple qui aspire, lui aussi, à la liberté et à la démocratie.
On peut regretter que cette intervention n’ait pas eu lieu plus tôt. Mais il fallait que celle-ci fût conforme à une résolution de l’ONU et, pour cela, œuvrer pour éviter les vétos de la Chine et de la Russie.
Cela démontre, une fois encore, la nécessité de régulations mondiales plus fortes, plus actives et, lorsque c’est nécessaire, plus rapides. C’est pourquoi la réforme du Conseil de sécurité de l’ONU m’apparaît indispensable. C’est un sujet sur lequel je reviendrai.
L’opération en cours, qui implique de nombreux pays d’horizons divers, n’est pas offensive. Elle est défensive. Elle doit rester strictement dans le cadre défini par l’ONU. Elle a pour objet de défendre des populations civiles contre un dictateur et de permettre au peuple libyen de choisir son destin.

Jean-Pierre Sueur

.

Phoca PDF